

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-  
Atlantiques  
Cité Galliane  
9 avenue Antoine Dufau  
40000 Mont-de-marsan

Mont-de-marsan, le 26/11/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/11/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **EGGER Panneaux & Décors**

Avenue d' Albret  
B.P. N 1  
40370 Rion-Des-Landes

Références : -

Code AIOT : 0005201807

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/11/2025 dans l'établissement EGGER Panneaux & Décors implanté Avenue d' Albret B.P. N° 1 40370 Rion-des-Landes. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EGGER Panneaux & Décors
- Avenue d' Albret B.P. N° 1 40370 Rion-des-Landes
- Code AIOT : 0005201807
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La Société EGGER PANNEAUX & DECORS est spécialisée dans la fabrication de panneaux de particules bruts et mélaminés. Le site situé sur la commune de Rion-des-Landes est soumis à autorisation (arrêté préfectoral du 19/12/2008).

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	1. Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	2. Rejets aqueux de PFOS	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32	Sans objet
3	3. Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Sans objet
4	4. Définition d'un plan d'action de suppression/réduction des PFAS	Code de l'environnement du 08/01/2020, article L. 181-14	Sans objet
5	5. Mesures d'investigation	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	Sans objet
6	6. Mesures de suppression/réduction	Code de l'environnement du 25/08/2021, article L. 110-1+ article 2 de l'AM du 02/02/98	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit déclarer sous GIDAF les résultats de ses analyses PFAs sur les eaux superficielles.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : 1. Déclaration des résultats GIDAF

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Restitution correcte des résultats sur GIDAF
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique,

à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.

**Constats :**

Lors du contrôle des déclarations pour le mois de septembre 2025, il apparaît que l'exploitant n'a pas saisi les résultats d'analyses dans GIDAF. Toutefois le rapport des analyses réalisées le 18 septembre 2025 a bien été transmis le jour de la visite d'inspection ce qui atteste de la réalisation des prélèvements et mesures conformément aux obligations de suivi des rejets.

Bien que ce document permette de disposer des données techniques nécessaires il ne peut se substituer à la déclaration obligatoire dans GIDAF dont l'absence constitue un manquement administratif susceptible d'engager des suites administratives.

Des analyses complémentaires ont été réalisées en octobre 2025. Leurs résultats n'étaient pas encore disponibles lors de la visite d'inspection. Il est rappelé à l'exploitant que les résultats doivent être communiqués au plus tard le dernier jour du mois suivant celui des prélèvements, soit, dans le cas présent, le 30 novembre 2025.

Par ailleurs, les analyses réalisées au cours du mois de novembre devront être transmises impérativement avant le 31 décembre 2025.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Pour régulariser cette situation l'exploitant est invité à procéder sans délai à la saisie des données manquantes dans GIDAF et à en transmettre la preuve sous quinze jours à compter de la réception du présent rapport.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 15 jours

**N° 2 : 2. Rejets aqueux de PFOS**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Respect de la valeur limite d'émission en PFOS de 25 µg/L

**Prescription contrôlée :**

4 - Autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau

Par ailleurs, pour toutes les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes : [...]

Acide perfluorooctanesulfonique et ses dérivés\* (PFOS) (45298-90-6 ; 6561 )  $\leq 25 \mu\text{g/l}$

Les substances dangereuses marquées d'une \* dans le tableau ci-dessus sont visées par des objectifs de suppression des émissions et doivent en conséquence satisfaire en plus aux dispositions de l'article 22-2-III du présent arrêté.

**Constats :**

D'après le rapport d'analyse du 18 septembre 2025 transmis par l'exploitant, il ressort que les contrôles des Acides perfluorooctanesulfoniques (PFOS) et leurs dérivés (CAS 45298-90-6, code polluant 6561) ont été réalisés conformément aux exigences réglementaires. Aucun de ces composés n'a été détecté dans les rejets aqueux pour le mois de septembre 2025. Ainsi, les résultats attestent l'absence de dépassement des seuils réglementaires pour ce paramètre sur la période contrôlée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 3 : 3. Liste des substances PFAS

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.

**Constats :**

Lors du contrôle relatif à la gestion des substances PFAS, il a été vérifié que l'exploitant dispose bien d'une liste actualisée des substances PFAS utilisées, stockées ou traitées au sein de l'établissement, établie conformément aux exigences réglementaires, notamment celles issues de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023. Interrogé sur la méthodologie employée pour constituer cette liste, l'exploitant a indiqué s'être appuyé sur plusieurs sources complémentaires : l'examen systématique des fiches de données de sécurité (FDS) des produits utilisés, l'inventaire des substances et mélanges stockés ou traités, l'identification des PFAS potentiellement formés par dégradation (notamment via des études documentaires ou des retours d'expérience), ainsi que sur une base de données interne élaborée par son bureau d'études. Il a par ailleurs confirmé avoir consulté les fournisseurs de produits et d'équipements pour obtenir des précisions sur la présence éventuelle de PFAS non déclarés dans les FDS, ainsi que sur les risques de formation de sous-produits PFAS en cours de process. Concernant les substances issues de dégradation, l'exploitant a attesté avoir recherché et identifié les composés pertinents en croisant les données techniques disponibles et les retours des fournisseurs

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : 4. Définition d'un plan d'action de suppression/réduction des PFAS

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 08/01/2020, article L. 181-14

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Elaboration du plan d'action pour supprimer/réduire

**Prescription contrôlée :**

<p>Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation. En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32.</p> <p>L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'investigation sur site (voir constat suivant) permet d'établir que la valeur en AOF de janvier 2024, mesurée à 160 µg/L, ne proviendrait pas du site ; il s'agirait d'une contamination externe. En effet, les réserves d'émulseurs et de fluides frigorigènes contiennent des PFAS, mais ceux-ci n'ont pas été retrouvés lors des analyses. Il ne s'agit donc pas d'une fuite sur site.</p> <p>Cependant, l'exploitant est concerné par les restrictions d'utilisation de certaines mousses anti-incendie en vertu des règlements POP et REACH. Il doit renouveler les émulseurs contenant des PFAS par de nouveaux produits sans PFAS. C'est pourquoi l'exploitant a transmis par courrier électronique en date du 7 novembre 2025 le plan d'action pour le renouvellement des émulseurs Biofilm 3S présents sur le site. Les coûts et le planning associés figurent en annexe confidentielle du présent rapport.</p> <p>Dans ce cadre, l'exploitant prévoit de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• modifier les structures et, si nécessaire, le réseau incendie,</li> <li>• nettoyer et rincer les circuits ayant contenu des émulseurs à base de PFAS,</li> <li>• remplacer les émulseurs actuels par des produits ECOPOL 3N (sans PFAS),</li> <li>• installer de nouvelles rétentions et cuves de stockage.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : 5. Mesures d'investigation

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Recherche des causes des émissions en PFAS et/ou en AOF</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :</p> <p>-prévenir l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts protégés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les analyses réalisées le 18 septembre 2025, sur les forage dénomés SPK1 et SPK2 qui servent à</p>

alimenter le site mettent en évidence des PFAs dans les eaux souterraines. L'exploitant doit en ce sens compléter son étude de l'interprétation de milieu conformément à la demande n°2 du rapport d'inspection du 29 avril 2025.

Par ailleurs, des AOF avaient été détectés lors des analyses effectuées en janvier 2024 sur le rejet en sortie du bassin de décantation. Cependant, les valeurs en AOF se sont révélées conformes lors des analyses réalisées en février 2024 et en septembre 2025. Le bureau d'études, mandaté par l'exploitant, n'a pas identifié de vecteurs possibles d'AOF sur le site (analyses effectuées dans des conditions normales de fonctionnement, prélèvements conformes, pluviométrie similaire entre les différentes campagnes, absence d'activité nouvelle ou spécifique sur la période concernée, et absence d'incendie). L'étude conclut donc à une contamination très probable de l'échantillon prélevé en janvier 2024.

Afin « d'invalider » la mesure isolée en AOF de janvier 2024, il convient que l'exploitant justifie :

- qu'il ne produit pas et n'utilise pas de PFAS dans son procédé ;
- qu'il a fait réaliser des analyses de l'eau d'approvisionnement, le cas échéant, et que celle-ci est exempte de PFAS ou présente des teneurs inférieures à la limite de quantification ;
- qu'il a réalisé trois campagnes de mesures consécutives présentant des résultats inférieurs à la limite de quantification.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 6 : 6. Mesures de suppression/réduction

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 25/08/2021, article L. 110-1+ article 2 de l'AM du 02/02/98

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Mise en œuvre de mesures de réduction/suppression des rejets

##### **Prescription contrôlée :**

L. 110-1 :

1° Le principe de précaution, selon lequel l'absence de certitudes, compte tenu des connaissances scientifiques et techniques du moment, ne doit pas retarder l'adoption de mesures effectives et proportionnées visant à prévenir un risque de dommages graves et irréversibles à l'environnement à un coût économiquement acceptable.

Article 2 :

L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

-utiliser de façon efficace, économe et durable la ressource en eau, notamment par le développement du recyclage, de la réutilisation des eaux usées traitées et de l'utilisation des eaux de pluie en remplacement de l'eau potable ;

-limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;

-respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes ;

-gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques et réduire les quantités rejetées ;

-prévenir l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts protégés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

**Constats :**

Il avait été remarqué qu'une rétention devait être mise en place au droit de la cuve d'émulseurs sur la zone PPSM. L'inspection du 05/11/2025 a permis de constater que cette rétention a effectivement été installée. Elle permettra de prévenir toute éventuelle fuite.

**Type de suites proposées :** Sans suite